

Tunisie/Désormais en fonctions

Le gouvernement d'union face aux lourds défis du pays

AFP

Tunis/Tunisie

Le nouveau Premier ministre Youssef Chahed, le plus jeune de l'histoire du pays, s'est cependant montré optimiste. Il est vrai qu'il dispose de plusieurs atouts.

LE gouvernement d'union tunisien de Youssef Chahed a pris officiellement ses fonctions lundi et va devoir immédiatement donner des gages sur sa capacité à redresser un pays au bord de l'asphyxie économique cinq ans après sa révolution.

La cérémonie de passation entre le plus jeune Premier ministre de l'histoire moderne de la Tunisie (40 ans) et son prédécesseur Habib Essid (67 ans), dernier acte du marathon institutionnel, a eu lieu en fin de matinée à Carthage, près de la capitale. Elle a été l'occasion pour M. Essid, un indépendant invité à prendre la porte en raison de résultats jugés insuffisants, de laisser à nouveau transparaître ses regrets. "J'espère que ce gouvernement va durer. (...) La pire chose pour ce pays, c'est le changement de gouvernement chaque année", a-t-il grincé. Youssef Chahed, un libéral issu du parti Nidaa Tounès fondé par le président Béji Caïd Essebsi, s'est montré moins disert que vendredi devant

le Parlement. "La situation est compliquée mais nous sommes optimistes, nous allons assumer nos responsabilités. Sois tranquille pour la Tunisie", a-t-il dit à l'adresse de son prédécesseur.

Pour mener à bien sa mission, M. Chahed dispose de plusieurs atouts, outre sa jeunesse. Féminisé et rajeuni, le gouvernement Chahed a confortablement obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) vendredi, avec 168 voix (sur 217) et son discours offensif devant les députés a reçu un écho favorable.

"**TREVE SOCIALE ?**" • Mais le septième Premier ministre de l'après-révolution va devoir combattre le sentiment de désenchantement d'une population lasse des crises à répétition. De nombreux Tunisiens ont relevé que le sombre diagnostic qu'il a livré à l'ARP avait déjà été établi par certains de ses prédécesseurs, sans que cela ne change le cours des choses.

Les priorités sont connues, notamment la lutte contre le chômage, la corruption et le terrorisme. Sur ce dernier point, Youssef Chahed a choisi la continuité en confirmant les titulaires de l'Intérieur et de la Défense. Après une série d'attaques jihadistes sanglantes qui ont ravagé le secteur touris-



Photo : AFP

Le nouveau premier ministre tunisien Youssef Chahed (d) qui a la charge de redresser le pays.

tique, ces deux ministres ont pu se prévaloir de l'accalmie actuelle.

Mais preuve qu'elle reste précaire, trois soldats ont été tués et six autres blessés hier dans l'explosion de mines durant une opération de ratisage au Mont Sammama (centre-ouest), considéré comme un des principaux maquis jihadistes du pays.

Pour le reste, « ce gouvernement c'est celui de "minuit moins le quart". Difficile de dire s'il va avoir le temps de prouver son efficacité », affirme à l'AFP le politologue Slaheddine Jourchi. "Est-ce que M. Chahed pourra mettre en place une trêve sociale ?", s'interroge-t-il notamment.

La première des tâches du cabinet Chahed sera effectivement de s'atteler à la relance de l'activité économique minée par les conflits sociaux.

A la faveur des larges négociations menées cet été, le gouvernement compte deux anciens membres du puissant syndicat UGTT... ce qui à lui seul n'est toutefois pas un gage de réussite. Car malgré ce cabinet dit "d'union nationale", Youssef Chahed sera loin de bénéficier d'un climat de concorde.

"**SACRIFICES**" • L'opposition a annoncé la couleur. "Vous obtiendrez la confiance de l'ARP, pas celle des chômeurs et des pauvres !", a asséné le député du Front populaire (FP), Ammar Amroussia. Au sein même du gouvernement, M. Chahed devra gérer une coalition hétéroclite dont l'une des marques de fabrique reste l'alliance contre-nature entre Nidaa et les islamistes d'Ennahda, première force au Parlement.

Faute d'embellie rapide, le gouvernement s'oriente en outre vers une délicate politique de rigueur, alors que le pays vient de recourir à un nouveau prêt du Fonds monétaire international (2,8 milliards de dollars - plus de 17 240 milliards de francs - sur 4 ans).

Autre défi à court terme : la réussite de la grande conférence des bailleurs et investisseurs, prévue en novembre à Tunis, à laquelle 70 pays participeront.

Si le pays jouit d'une sympathie certaine, notamment en Europe, depuis qu'il s'est engagé sur la voie de la démocratie, il n'est pas parvenu jusque-là à attirer les investisseurs. Les projets de coopération, eux, se concrétisent au compte-goutte.

Enfin, Youssef Chahed, jusque-là ministre des Affaires locales, devra vite améliorer le cadre de vie quotidien des 11 millions de Tunisiens, sensiblement dégradé.

L'une des clés réside dans la tenue des premières municipales post-révolution, les villes étant gérées depuis 2011 par de simples "délégations spéciales" en charge des affaires courantes. La date de mars 2017 semblait émerger, mais le délai a finalement été jugé impossible à tenir, dans l'attente de l'adoption de la loi électorale.

L'Afrique en bref

• Egypte/Société. Vers des lois plus dures contre l'excision

Le gouvernement égyptien a annoncé dimanche vouloir durcir la législation pour lutter contre l'excision, dévoilant un projet de loi qui prévoit jusqu'à sept ans de réclusion pour toute personne pratiquant cette opération déjà interdite mais qui reste très pratiquée.

• Maroc/Politique. La bataille se prépare pour les législatives

A 40 jours des élections législatives au Maroc, les islamistes à la tête du gouvernement de coalition et leurs rivaux du PAM se mettent en ordre de bataille pour un scrutin qui s'annonce très disputé.

• Mozambique/Aviation. Un débris de l'avion de la Malaysia Airlines dans le sud ?

Le gérant d'un hôtel du sud du Mozambique a affirmé hier avoir trouvé un débris d'avion dans cette zone touristique où d'autres morceaux appartenant probablement à l'appareil disparu de la Malaysia Airlines (vol MH370) ont été découverts ces derniers mois.

• RD Congo/Violences. Deux morts dans l'est

Deux personnes ont été tuées dans la nuit de dimanche à hier dans une attaque à caractère ethnique attribuée à un groupe d'autodéfense contre un village majoritairement habité par des Hutu congolais dans l'est de la République démocratique du Congo.

• Soudan du Sud/Conflit. 60 soldats jugés pour les violences de juillet

Soixante soldats sud-soudanais ont été jugés par une cour martiale pour des crimes qu'ils sont accusés d'avoir commis au cours des combats meurtriers de juillet entre des partisans du président Salva Kiir et de l'ancien vice-président Riek Machar à Juba, a déclaré hier le porte-parole de l'armée.

• Zimbabwe/Politique. La justice refuse de libérer un leader de la gronde anti-Mugabe



Photo : AFP

La justice zimbabwéenne a rejeté hier la demande de libération conditionnelle de Promise Mkwanzu, 31 ans, l'un des leaders du mouvement contre le président Robert Mugabe, quelques jours avant de nouvelles manifestations dans la capitale.

Libye/Conflit

L'EI pourchassé dans ses derniers carrés à Syrte

AFP

Syrte/Libye

Les jihadistes sont désormais acculés dans un secteur de deux km2.

LES forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) assiégeaient hier les derniers jihadistes du groupe Etat islamique (EI) à Syrte, leur ex-bastion en Libye qu'ils défendent avec acharnement.

Les jihadistes sont désormais acculés dans un secteur de moins de deux km2 dans la ville qu'ils avaient conquise en juin 2015, ont affirmé les forces du GNA. Un millier de soldats les encerclent après avoir lancé dimanche "l'ultime bataille" pour reconquérir totalement Syrte, située sur la côte méditerranéenne à environ 450 km à l'est de Tripoli. "Nos soldats tentent aujourd'hui de protéger les positions en se redéployant dans les secteurs repris dimanche et en les ratisant", a expliqué à l'AFP Reda Issa,

porte-parole des forces pro-GNA.

Ces dernières veulent éviter au maximum les pertes humaines après avoir perdu 38 hommes dimanche tandis que 185 étaient blessés, selon un bilan fourni par l'hôpital central de Misrata (200 km à l'est de Tripoli) où est basé le commandement de ces forces.

Car les combattants de l'EI vendent chèrement leur peau. Fidèles aux méthodes de guérilla du groupe ultraradical, ils ont ainsi lancé contre les soldats au moins 12 voitures piégées conduites par des kamikazes, selon le centre de presse des forces du GNA. Depuis le début de l'offensive sur Syrte le 12 mai, plus de 400 combattants loyalistes ont été tués et environ 2 500 blessés.

Le bilan humain des combats au sein de l'EI n'est pas connu.

Les combats font peu de victimes civiles car Syrte, qui comptait 120 000 habitants avant sa prise par l'EI, a été "complètement vidée" de sa



Photo : AFP

Une vue de forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) accueillant les jihadistes.

population qui a réussi à fuir, a indiqué mi-août le général Mohamad al-Ghassri, porte-parole des forces pro-gouvernementales. Seules y demeureraient selon lui les familles des jihadistes.

**MOSQUEE AL-ZARQAQUI** • Parmi les bâtiments repris dimanche par les forces du GNA, figure la Mosquée Qortoba, que les jihadistes avaient renommée Abou Mossab al-Zarqaoui en prenant le contrôle de la ville en

juin 2015. Ils rendaient ainsi hommage au chef jihadiste jordanien qui avait été tué dans un raid américain en Irak en 2006 après avoir contribué à fonder l'EI.

Les jihadistes avaient mis le feu à la bibliothèque de cette illustre mosquée, tué l'un de ses imams et converti son esplanade en arène de "torture et d'exécution de plusieurs habitants de Syrte", selon le centre de presse des forces pro-GNA.

La reprise totale de Syrte serait un grand revers pour l'EI, déjà en grande difficulté dans les territoires qu'il contrôle en Syrie et en Irak. Mais elle n'écarterait pas d'un coup la menace jihadiste en Libye et pourrait même ouvrir une phase encore plus violente, avertissent des experts.

Avant l'offensive sur Syrte, des sources françaises et américaines faisaient état de 5 000 et 7 000 jihadistes de l'EI dans toute la Libye. Mais à la mi-août, le porte-parole adjoint du Pentagone, Gordon Trowbridge, estimait qu'il ne restait que "quelques centaines de jihadistes à Syrte" et à peine "1 000 à quelques milliers" dans toute le pays.

A contrario, une reprise de Syrte représenterait une victoire pour le gouvernement d'union qui tente d'imposer son autorité sur un pays déchiré par les luttes entre autorités et milices rivales depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.